L’Internationale en Espagne

Il y a plus d’un mois, le ministre Sagasta a ordonné la dissolution des sections espagnoles de l’Internationale.À cet ordre du gouvernement le Conseil fédéral espagnol siégeant à Madrid a répondu par une protestation, déclarant considérer le décret gouvernemental comme nul et non avenu, et invitant toutes les sections d’Espagne à n’en tenir aucun compte.

Toutes les sections de l’Espagne, tous les organes de l’Internationale dans ce pays ont affirmé énergiquement leur résolution de ne pas se laisser dissoudre, et l’Internationale continue à fonctionner comme si la circulaire de M. Sagasta n’avait jamais existé. Les journaux continuent à paraître et la propagande se poursuit de plus belle.

Si l’espace nous le permettait, nous voudrions reproduire une partie des protestations émanées des diverses fédérations locales espagnoles, et en particulier celle du Conseil fédéral. Ne le pouvant pas, nous nous bornerons à traduire quelques passages de la déclaration du journal la *Emancipacion* de Madrid qui au début de sa publication, ne s’était pas annoncé comme un organe officiel de l’Internationale, mais qui, après la circulaire Sagasta, a cru de son devoir d’arborer hautement son drapeau et de se déclarer international. On trouvera dans cette déclaration, résumé en quelques mots clairs et précis, tout un programme révolutionnaire qui est le nôtre aussi bien que celui de nos frères espagnols.

«Nous le déclarons à la face du monde et surtout à la face de ce gouvernement despotique, nous sommes internationaux.

«Nous professons toutes les doctrines que proclame et que défend l’Association internationale des travailleurs.

«Nous voulons l’abolition de tout pouvoir autoritaire, qu’il revête la forme monarchique ou la forme républicaine, peu nous

importe.

«En son lieu nous voulons établir la libre fédération des libres associations agricoles et industrielles.

«Nous voulons la transformation de la propriété individuelle en propriété collective. Par propriété nous entendons les instruments nécessaires à la production comme la terre, les mines, les chemins de fer, les navires, les machines de toute espèce, les outils de divers genres, les valeurs monétaires, etc., etc. — lesquels ne doivent appartenir qu'à la société entière, qui les remet en usufruit aux associations ouvrières, à la charge pour celles-ci de les employer à la production.

«Nous voulons l'enseignement intégral pour tous les individus des deux sexes afin que la science, cessant d'être le monopole des classes privilégiées, on visse disparaître les inégalités factices que ce monopole produit.

«Nous voulons qu'à l'avenir tous les individus puissent accepter librement et consciemment le milieu social qui sera établi; et qu'il n'y ait plus une minorité d'avance destinée à la vie des jouissances, du commandement et de l'intelligence, pendant que les autres sont condamnés à l'abrutissement et à la servitude.

«Nous voulons, *comme résultat immédiat de la révolution* que les associations agricoles prennent possession en due forme de toutes les terres qui *ne sont pas cultivées directement par leurs propriétaires actuels*, ou qui ont appartenu à une collectivité quelconque, — déclarant ces terres propriétés communes en leur qualité d'instrument de travail.

«Nous voulons de même que les associations industrielles puissent travailler immédiatement pour leur compte en entrant sur le champ en possession comme usufruitière, des instruments indispensables à leur travail.